

**P**

**IRIS**

# **CINQ CHANTIERS POUR CHANGER LE QUÉBEC**

**écosociété**

**Temps,  
démocratie,  
bien-être,  
territoire,  
transition**







## **CINQ CHANTIERS POUR CHANGER LE QUÉBEC**



# **CINQ CHANTIERS POUR CHANGER LE QUÉBEC**

Temps, démocratie, bien-être,  
territoire, transition

IRIS

(sous la direction de Gabrielle Brais Harvey)

*écosociété*

Coordination éditoriale: Barbara Caretta-Debays  
Maquette de la couverture: Catherine d'Amours, Nouvelle Administration  
Typographie et mise en pages: Yolande Martel

© Les Éditions Écosociété, 2016

ISBN 978-2-89719-299-0

Dépôt légal: 4<sup>e</sup> trimestre 2016

Ce livre est disponible en format numérique

## Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Vedette principale au titre:

Cinq chantiers pour changer le Québec: temps, démocratie, bien-être,  
territoire, transition

(Polémos)

ISBN 978-2-89719-299-0

1. Québec (Province) – Politique économique.
  2. Québec (Province) – Politique sociale.
  3. Environnement – Politique gouvernementale – Québec (Province).
- I. Institut de recherche et d'informations socioéconomiques.  
II. Collection: Collection Polémos.

HC117.Q8C56 2016

330.9714

C2016-941981-9

Les Éditions Écosociété reconnaissent l'appui financier du gouvernement du Canada et remercient la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et le Conseil des arts du Canada de leur soutien.

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres – Gestion SODEC.

Canada

SODEC  
Québec



Canada Council  
for the Arts  
Conseil des arts  
du Canada



## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	<b>9</b>
<b>Temps</b>	<b>13</b>
<i>par Eve-Lyne Couturier, Minh Nguyen et Julia Posca</i>	
<b>Démocratie</b>	<b>35</b>
<i>par François Desrochers et Philippe Hurteau</i>	
<b>Bien-être</b>	<b>58</b>
<i>par Vivian Labrie et Simon Tremblay-Pepin</i>	
<b>Territoire</b>	<b>83</b>
<i>par Louis Gaudreau, Guillaume Hébert et Jennie Laure Sully*</i>	
<b>Transition</b>	<b>103</b>
<i>par Renaud Gignac et Bertrand Schepper</i>	
<b>Conclusion</b>	<b>125</b>



## INTRODUCTION

**L**E QUÉBEC EST PLONGÉ dans un profond désarroi politique. Les seuls «projets» qui plaisent à nos élites se déclinent comme suit: déficit zéro, extractivisme, baisses d'impôts, compression des dépenses, privatisations, etc. Chaque fois, tout un arsenal rhétorique est habilement utilisé pour convaincre les Québécois et les Québécoises qu'il n'y a pas de solutions alternatives aux décisions prises en leur nom. Aujourd'hui, c'est l'heure de sourire gentiment aux agences de notation. L'ambition collective de vivre dans une société qui avait à cœur la justice sociale n'aura été au final qu'un doux rêve entretenu par les nostalgiques de la Révolution tranquille.

Le cul-de-sac actuel ne date pas d'hier. Il a été façonné par de nombreux choix politiques. Pensons au déficit zéro sous le gouvernement de Lucien Bouchard (1996-2001) et aux départs à la retraite forcés pour des milliers d'infirmières. Aux baisses d'impôts consenties par Bernard Landry (2001-2003), financées à même les compressions des années antérieures (avez-vous un sentiment de déjà-vu?). À la réingénierie de l'État de Jean Charest (2003-2012) et à son enthousiasme pour la sous-traitance et les partenariats public-privé – les fameux PPP. À la «révolution

culturelle» du ministre des Finances Raymond Bachand, qui voulait faire de chaque utilisateur d'un service public un simple client tenu de payer sa « juste part ». Toujours, c'est au modèle issu de notre volonté de faire du Québec une société égalitaire et démocratique qu'on s'en est pris. Nos amis lucides se sont décidément passés le mot : mettons fin à l'anomalie et faisons du Québec un territoire qui se soumet comme les autres aux entrepreneurs et aux banquiers.

Un nouveau chapitre de cette marche réactionnaire s'écrit avec l'élection de Philippe Couillard en 2014. Depuis son arrivée au pouvoir, les choses avancent vite et l'austérité s'est résolument installée à demeure dans les officines de l'État. Pendant que d'un côté on coupe dans les services, que l'on pense le plus sérieusement du monde à privatiser la Société des alcools du Québec (SAQ) ou que l'on jongle avec l'idée de baisser de 4,4 milliards de dollars les impôts des contribuables en échange d'une hausse équivalente de taxes et de tarifs; eh bien, de l'autre côté, ce même gouvernement trouve les fonds nécessaires pour investir 1,3 milliard de dollars dans Bombardier, pour injecter des centaines de millions supplémentaires dans le Plan Nord, pour alléger encore la contribution fiscale des entreprises et pour injecter 12,2 milliards de dollars en 5 ans dans le Fonds des générations.

Qu'on se le dise : l'austérité n'est pas qu'un mauvais moment à passer. Il n'a jamais été question de simplement remettre la maison en ordre. Il s'agit d'une logique ayant pour but de détourner l'argent des contribuables vers les poches des dirigeants et de leurs amis. L'austérité n'est en ce sens rien d'autre que l'utilisation du pouvoir public à des fins privées au moyen d'une transformation de fond en comble de la manière dont l'État fonctionne. En instaurant

des conditions de restriction permanente, le gouvernement veut mener à son terme le virage entrepris ces dernières décennies et rendre l'État québécois pleinement néolibéral. Ce qui compte, ce n'est pas le vivre-ensemble ou la justice sociale, mais le copinage et la satisfaction des marchés financiers. *Exit* le développement régional et l'occupation du territoire, les régions du Québec sont des bars ouverts et doivent plier l'échine devant les prescriptions des places boursières internationales. Ce que nous léguera Philippe Couillard ne sera rien d'autre qu'un Québec brisé, un lambeau de pays ouvert au commerce et qui se donne au premier prédateur économique venu.

À l'IRIS, nous employons nos énergies à décrire ce vaste échec qu'est notre histoire politique et économique récente. Nos travaux détaillent le terrain perdu, les reculs et les impacts des trop nombreuses politiques néolibérales. Nous en sommes venus à la conclusion que, même si le travail de critique et d'analyse des attaques de la droite demeure pertinent, notre institut doit en faire plus. Car si nous savons très bien à quoi nous nous opposons, retourner la question semble moins évident. S'il est clair que hausser les impôts et rendre la fiscalité plus progressive est une bonne idée en soi, cela n'est pas un projet de société suffisant. En effet, ces mesures ne nous disent pas quel monde nous voulons bâtir en commun.

C'est pourquoi nous avons décidé de prendre un peu de recul et de travailler sur des solutions de rechange à l'austérité. De passer de la réaction à la proposition. Si d'un côté les gouvernements néolibéraux organisent le saccage de notre société, de notre côté nous voulons travailler, par le biais de propositions audacieuses, à ouvrir des chemins plus constructifs que ceux tracés par nos élites. Nous savons que

nous ne sommes pas les seuls à y réfléchir. C'est pourquoi les cinq chantiers que nous mettons de l'avant cherchent à participer au bouillonnement des idées qui, lentement mais sûrement, reprend ses droits sur la pensée unique. En un sens, ce que nous proposons dans ce livre se place dans le sillage des mobilisations étudiantes, syndicales et citoyennes des dernières années : au goût retrouvé pour la contestation, nous devons maintenant ajouter la capacité de penser de nouvelles manières d'améliorer notre vie en société.

La question à laquelle nous tentons de répondre est la suivante : quelles sont les politiques qu'un gouvernement attaché au bien commun pourrait mettre en branle dans un premier mandat ? Nous consacrons nos énergies à réfléchir cinq chantiers prioritaires : la réduction du temps de travail, la démocratisation de l'économie, la solidarité sociale, l'occupation du territoire et la transition écologique. Pour chacun de ces chantiers, nous proposons une orientation à long terme ainsi que des propositions concrètes à mettre en place assez rapidement. Soyons clairs cependant : notre objectif est de lancer des débats, et non de présenter un programme politique. C'est pourquoi nous n'avons pas systématiquement chiffré les coûts de ces chantiers et que nous avons laissé de côté la question de leur financement : avant de se demander combien coûte une mesure et comment la financer, il faut toujours bien s'entendre sur ce que nous voulons faire.

Avec ce livre, notre désir est de mettre de l'avant de nouvelles idées et d'inspirer un certain goût pour l'audace et pour l'ambition collective.

En bref, nous voulons brasser la cage.

## TEMPS

*par Eve-Lyne Couturier, Minh Nguyen  
et Julia Posca*

**L**ES ACTIVITÉS QUI OCCUPENT notre temps et le rythme **L**auquel nous les réalisons influencent directement notre qualité de vie, car la possibilité de nouer des relations enrichissantes, saines et valorisantes en dépend. Dans notre société, le travail salarié est l'occupation principale de nombre de gens, soit celle à laquelle le plus de temps est consacré, en plus de constituer pour plusieurs un lieu de socialisation et une source d'identification. Le travail est donc vecteur de cohésion, puisqu'il favorise l'intégration des individus à leur communauté sur les plans social et économique et qu'il leur procure un sentiment d'appartenance. Or, comme la plupart d'entre nous sommes à même de le ressentir, l'organisation présente du temps de travail pose problème. Par souci d'améliorer les conditions de vie individuelles et collectives, un important réaménagement de ce temps devrait être entrepris. Mais avant d'en arriver à cette proposition, voyons plus en détail la place qu'occupe le travail dans nos vies.

Rappelons-nous pour commencer que le travail salarié constitue pour la plupart d'entre nous une contrainte, car la rémunération provenant d'un emploi est la condition sur

laquelle repose la satisfaction de nos besoins et de ceux de nos proches. Remarquons aussi que l'attention qui est portée au travail salarié masque une dimension fondamentale de l'activité humaine, soit le travail domestique, qui renvoie à l'ensemble des tâches effectuées dans la sphère privée et qui touche aux soins apportés aux proches, à l'éducation des jeunes et à la prise en charge des personnes non autonomes ainsi qu'aux tâches d'entretien ménager. Bien que le travail domestique soit nécessaire à la réalisation du travail salarié, seul ce dernier est jugé producteur de richesse, telle que mesurée par le produit intérieur brut. Pourtant, que serait une comptable qui n'aurait pour se vêtir que des chemises tachées, ou encore un physiothérapeute qui traiterait ses patients sans avoir mangé le matin ? Ce travail non rémunéré n'est que rarement reconnu, alors que de nombreuses heures lui sont consacrées, surtout par les femmes<sup>1</sup>, ces obligations s'additionnant ainsi pour une majorité de personnes à l'emploi salarié qu'elles ou ils occupent par ailleurs.

L'économie publique et communautaire, qui renvoie pour sa part aux biens mis à la disposition d'une population et aux services dispensés par l'État ou par des organisations non gouvernementales, prend à bien des égards le relais de l'économie domestique et constitue en ce sens un autre support du travail salarié. Pour s'en rendre compte, on n'a qu'à imaginer, par exemple, ce qu'il adviendrait d'un couple possédant une petite entreprise et qui n'aurait aucune école où envoyer ses enfants durant la journée. À la

---

1. Eve-Lyne Couturier et Julia Posca, « Tâches domestiques : encore loin d'un partage équitable », note socioéconomique, IRIS, 9 octobre 2014, <<http://iris-recherche.qc.ca/publications/taches-domestiques>>.



différence de l'économie domestique, le travail dont il est question ici est réalisé la plupart du temps par une main-d'œuvre rémunérée.

Cela étant dit, voyons maintenant ce qui fait défaut dans l'organisation actuelle du temps de travail. Nous proposerons par la suite trois mesures permettant une meilleure appropriation personnelle du temps par les travailleuses et travailleurs, soit la réduction de la semaine de travail, une bonification des vacances payées et l'instauration d'un congé universel.

### **Quand le travail prend toute la place**

Aujourd'hui, le travail constitue une source de préoccupation de deux manières opposées. Pour les travailleurs et les travailleuses qui ont un emploi stable, les exigences de flexibilité et de disponibilité constituent un important facteur de stress qui peut mener à l'épuisement professionnel. Pour ceux et celles qui sont au contraire temporairement ou périodiquement exclus du marché du travail, le manque de revenus et d'intégration alimente un sentiment d'insécurité et de désaffiliation qui est aussi source d'angoisse. À l'heure de la flexibilité et du précarité, le temps réservé aux loisirs et au repos en vient aussi à représenter pour plusieurs un luxe hors de portée.

Ainsi, de nombreux troubles de santé mentale sont liés aux conditions d'exercice de l'emploi, telles que la surcharge de travail et les mauvaises relations avec les supérieurs. La Commission de la santé mentale du Canada estime que les troubles mentaux et les maladies mentales sont responsables du tiers des demandes d'indemnisation pour invalidité de courte et de longue durées et qu'ils ont occasionné

environ 6,3 milliards de dollars en perte de productivité en 2011<sup>2</sup>. La multiplication des cas de surmenage, de dépression ou d'anxiété chronique nous oblige à considérer la santé mentale autrement que comme une réalité strictement personnelle.

La répartition inégale du travail au sein de la population active se répercute par ailleurs sur les autres sphères de la vie. Les tâches domestiques se transforment en un fardeau pour celles et ceux qui combinent ces obligations à un travail rémunéré. La difficulté de concilier travail rémunéré et non rémunéré, du moins pour les salariés qui ne peuvent s'offrir le luxe de sous-traiter à d'autres leurs obligations domestiques, fait aussi ressortir l'importance du soutien que représente l'économie publique pour l'harmonisation des temps de la vie.

Or, cette économie est mise à mal par les gouvernements ayant emprunté la voie de l'austérité budgétaire : les effectifs des services publics sont réduits et les tarifs imposés à leurs usagers et usagères se multiplient<sup>3</sup>. C'est sans compter les répercussions de l'austérité sur les services rendus par les travailleurs et les travailleuses des organismes communautaires dont la tâche augmente, bien que les moyens, eux, diminuent. Ce faisant, le fardeau financier de plusieurs ménages s'alourdit, tandis que la réduction du filet social rend toujours moins compatible le travail avec les autres exi-

- 
2. Commission de la santé mentale du Canada, *Pourquoi investir en santé mentale contribue à la prospérité économique du Canada et à la pérennité de notre système de soins de santé*, Ottawa, s.d., <[www.mentalhealthcommission.ca/sites/default/files/MHStrategy\\_CaseForInvestment\\_FRE\\_1.pdf](http://www.mentalhealthcommission.ca/sites/default/files/MHStrategy_CaseForInvestment_FRE_1.pdf)>.
  3. Francis Fortier, Guillaume Hébert et Philippe Hurteau, *La révolution tarifaire au Québec*, étude, IRIS, 5 octobre 2010, <<http://iris-recherche.qc.ca/publications/la-revolution-tarifaire-au-quebec>>.

gences personnelles et familiales. Pensons aux parents qui doivent s'absenter durant de longues heures pour accompagner leur enfant dans une clinique médicale faute d'un accès plus rapide à un médecin, ou encore à celles et ceux dont le revenu stagne mais qui doivent assumer des frais de garde toujours plus coûteux pour leurs petits<sup>4</sup>. Plusieurs tâches qui étaient prises en charge collectivement par les services publics sont désormais ramenées dans la sphère privée, que ce soit temporairement (s'occuper d'un parent âgé le temps qu'une place se libère en CHSLD) ou à plus long terme (pallier le manque de soutien psychosocial dans les écoles primaires et secondaires). Bien que l'ensemble de la population soit affecté, la charge est plus lourde pour les femmes qui, encore aujourd'hui, prennent la majeure partie des congés de parentalité<sup>5</sup>, assument les tâches les plus lourdes lorsqu'elles agissent comme proches aidantes<sup>6</sup> et consacrent plus d'heures chaque semaine au travail domestique<sup>7</sup>.

### **Mieux concilier les temps de la vie**

De ces remarques se dégage le constat évoqué plus tôt: la répartition du temps consacré au travail rémunéré dans une semaine, une année et à l'échelle d'une vie doit être

---

4. Eve-Lyne Couturier et Philippe Hurteau, *Les services de garde au Québec: champ libre au privé*, étude, IRIS, 14 avril 2016, <<http://iris-recherche.qc.ca/publications/CPE>>.

5. Conseil du statut de la femme, «Avis: Pour un partage équitable du congé parental», Québec, avril 2015.

6. Maire Sinha, *Portrait des aidants familiaux*, 2012, Ottawa, Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone, 2013, <[www.statcan.gc.ca/pub/89-652-x/89-652-x2013001-fra.pdf](http://www.statcan.gc.ca/pub/89-652-x/89-652-x2013001-fra.pdf)>.

7. Eve-Lyne Couturier et Julia Posca, «Tâches domestiques: encore loin d'un partage équitable», *op. cit.*

repensée. Dans l'état actuel des choses, il ne reste que peu de temps pour les obligations domestiques, la vie démocratique, les projets émancipateurs ou simplement pour se reposer et prendre soin de soi et des autres. En concevant autrement les horaires de travail, il serait au contraire possible de dégager du temps collectif et individuel au profit de l'ensemble de la société. En effet, que l'on songe aux bénéfiques en termes de bien-être général et au travail, de santé mentale ou encore de productivité, tout le monde gagnerait à ce que le travail salarié accapare une place moins importante de la vie.

En partant du principe que l'économie est formée de l'ensemble des activités socialement utiles et que leur articulation doit être pensée sur le plan collectif, nous devons réfléchir à une architecture du temps social et économique différente pour que chacun ait le temps de se consacrer à sa vie privée tout en participant à la vie publique et aux activités productives. Il faut rompre avec l'état actuel des choses qui met en contradiction la satisfaction de ses besoins et la responsabilité de devoir s'occuper de ses proches.

La réorganisation du temps consacré au travail au sein de la société est un projet structurant qui répondrait à trois objectifs principaux. Tout d'abord, viser une meilleure répartition des différentes activités, rémunérées et non rémunérées, dans l'ensemble de la population adulte. Les disparités entre actifs et inactifs, entre hommes et femmes, entre jeunes et moins jeunes, entre parents et non-parents, doivent être atténuées. Il faut reconnaître que les activités socialement utiles ne sont pas uniquement celles qui sont rémunérées et s'assurer que tous et toutes puissent prendre part à chacune d'entre elles.

Faites circuler nos livres.  
Discutez-en avec d'autres personnes.  
Si vous avez des commentaires, faites-les nous parvenir ;  
nous les communiquerons avec plaisir aux auteur.e.s  
et à notre comité éditorial.

# *écosociété*

LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ  
C.P. 32 052, comptoir Saint-André  
Montréal (Québec) H2L 4Y5  
[ecosociete@ecosociete.org](mailto:ecosociete@ecosociete.org)  
[www.ecosociete.org](http://www.ecosociete.org)

## **NOS DIFFUSEURS**

CANADA  
Diffusion Dimedia inc.  
Tél.: (514) 336-3941  
[general@dimedia.qc.ca](mailto:general@dimedia.qc.ca)

FRANCE ET BELGIQUE  
DG Diffusion  
Tél.: 05 61 00 09 99  
[adv@dgdiffusion.com](mailto:adv@dgdiffusion.com)

SUISSE  
Servidis S.A  
Tél.: 022 960 95 25  
[commandes@servidis.ch](mailto:commandes@servidis.ch)